



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle

8 au 14 Janvier 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

La traditionnelle cérémonie annuelle de présentation de vœux, organisée par la Présidence de la République, s'est tenue au Palais d'État d'Iavoloha vendredi dernier. Parmi les allocutions qui y ont été prononcées, deux ont retenu l'attention de l'opinion publique : le discours du Chef de l'État et celui du Doyen du corps diplomatique, SEM Mohammed Amar. Le Président de la République a fait un bilan des activités de l'Exécutif durant l'année passée et a enchaîné sur les actions prioritaires pour cette année 2016. Le foncier, l'infrastructure routière, la sécurité, la lutte contre la corruption ainsi que le recouvrement fiscal figurent en tête de liste. Pour sa part, l'ambassadeur marocain a encouragé l'équipe de Hery Rajaonarimampianina à redoubler les efforts et soutenu qu'il est temps de ne plus reposer son développement sur les aides internationales mais d'y parvenir par ses propres moyens. En un mot, selon le diplomate, Madagascar devrait vivre son indépendance, de manière effective.

*MaTV a rapporté quelques réactions de personnalités ayant assisté à l'événement. Le Président de l'Eglise Episcopale, Monseigneur Samoela Jaona Ranarivelo a, à cette occasion, préconisé le changement de comportement et davantage redevabilité : « il faut aussi savoir tenir ses promesses » a-t-il précisé. Eric Rabearisoa du Leader Fanilo a exprimé la volonté de son parti de travailler avec le régime actuel. De son avis, « le pays a besoin d'une politique efficace ». Dans ses commentaires, la station fait remarquer que, contrairement à l'année dernière, le pouvoir législatif a fait part de sa volonté de collaborer avec l'Exécutif. En outre, elle n'a pas manqué de couvrir le « mouvement citoyen » initié par la société civile Wake Up Madagascar, le même jour, devant une stèle sise au jardin d'Antaninarenina dans l'optique de contester les dépenses faramineuses engagées dans l'organisation de cet important événement, notamment le coût du banquet. Lors d'une interview, relayée par **TV Plus**, **Kolo TV** et **MaTV**, Mialisoa Randriamampianina a précisé qu'il s'agissait d'un mouvement citoyen qui n'a rien de politique. Venu d'Antsirabe, Haja Rahevivo a pris part à cette manifestation dans la capitale. Il s'insurge notamment du fait que la somme mirobolante mobilisée pour ce déjeuner présidentiel aurait pu être consacrée à aider les victimes de la malnutrition aigue qui sévit dans le sud de la Grande île. Un autre citoyen a martelé qu'à Madagascar, la bonne gouvernance est un vain mot et que c'est pour exprimer son indignation qu'il a pris part au mouvement.*

*Le chroniqueur de **FreeFM** a largement commenté l'intervention de SEM Mohammed Amar, ambassadeur de Maroc et Doyen du corps diplomatique. De son opinion, la teneur de ce discours illustre parfaitement l'image que la Communauté internationale se fait de la manière dont les dirigeants malgaches gouvernent le pays. Même si elle a également touché mot à ce discours du représentant de la diplomatie, **Kolo TV** a préféré focaliser l'attention sur la présence de l'ancien Chef d'Etat Marc Ravalomanana au Palais et son départ, juste avant le banquet. La chaîne a soutenu que le fondateur du parti TIM n'affiche aucune position politique claire en ce moment et semble suivre le courant « politique ». Tantôt il est du côté du pouvoir en place, tantôt il le critique. D'ailleurs, pourquoi est-il parti sans goûter au menu de son hôte ? s'interroge la chaîne. « N'avait-il pas confiance au cuisinier ? », a-t-elle ironisé. La station n'a pas non plus caché son pessimisme par rapport à l'éventuelle concrétisation des promesses du Président. Elle se demande en effet si « les*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



lignes budgétaires stipulées par la Loi de Finances initiale 2016, adoptée par l'Assemblée Nationale, suffiront réellement pour réaliser lesdites promesses ». **MaTV** a accordé la parole au syndicat des fonctionnaires par rapport aux promesses formulées dans l'allocution du Chef de l'État. De son avis, la solution ne réside pas dans une augmentation de salaire des fonctionnaires mais plutôt dans l'alignement des grilles indiciaires. La station s'est également enquis de l'avis de Maître Olala, qui a fortement critiqué les tenants du pouvoir. Ce fut sur un ton amer qu'il a martelé que les promesses non tenues sont des pratiques courantes des Chefs d'Etat qui se sont succédé. « S'il y avait eu de vrais dirigeants dans ce pays, ils auraient pensé au sort des paysans et des pauvres. », a-t-il soutenu. De l'opinion de **Viva TV**, le discours de Hery Rajaonarimampianina reflète la réalité dépeinte par l'ambassadeur du Maroc, dans son allocution. Au micro de la station, le député Jaona Randriarimalala a également souligné que bonne gouvernance rime avec indépendance financière vis-à-vis de la Communauté internationale.

PROCESSUS ELECTORAL

La Commission Electorale Nationale Indépendante a procédé à la proclamation des résultats provisoires officiels des sénatoriales, samedi dernier. Accrédité de 42 sièges à la Chambre haute, le parti au pouvoir mène largement la course, un résultat qui est loin de faire l'unanimité auprès des participants à ce scrutin. Pour preuve, la Haute Cour Constitutionnelle a reçu plus d'une dizaine de requêtes d'annulation de voix tandis que les politiciens, notamment ceux qui ont pris part à ces élections, multiplient les interventions médiatiques pour exprimer leurs contestations des résultats et dénoncer des fraudes. D'ailleurs, la CENI a elle-même reconnu l'existence d'imperfections dans l'organisation et s'est déclarée ouverte à toutes critiques en vue de l'amélioration des prochaines échéances électorales.

FreeFM dit ne pas être étonnée de la performance du HVM. D'un ton ironique, le journaliste s'est demandé si « la CENI n'a pas joué à pile ou face dans la détermination des résultats ». « Doit-on comprendre », a-t-il ajouté, « que la CENI fermera elle aussi les yeux devant les actes de non-respect de la loi ? ». Les partis Malagasy Miara-Miainga (MMM), Tiako i Madagasikara (TIM), Miaraka Amin'i Prezidà Rajoelina (MAPAR) et Monima font partie de ceux qui ont déposé des requêtes auprès de la HCC, d'après les précisions de la radio **ANTSIVA**. Le MAPAR, en particulier, demande l'annulation des résultats de la Région Melaky tout en dénonçant sur **TV Plus**, les abus perpétrés par le parti au pouvoir dans la Province de Mahajanga. Une occasion pour Velontsara Philibert de soutenir, photos à l'appui, que le Chef District de Mahajanga a activement participé à la propagande. Il dénonce également un usage de prérogatives de puissances publiques par le biais de la distribution de tablettes contenant l'inscription « projet présidentiel ». **Viva TV** s'est intéressée à la dizaine de plaintes reçues par la Haute Cour Constitutionnelle. En résumé, elles se rapportent à des demandes d'annulation de votes, de voix obtenues par le HVM et de certains résultats provisoires. Le Président de la HCC Jean Eric Rakotoarisoa a affirmé sur **Kolo TV** qu'effectivement, son institution a reçu des plaintes mais il faut également des preuves tangibles pour pouvoir statuer et identifier les éventuels impacts qu'elles peuvent engendrer sur les résultats.

POLITIQUE INTERNE

Le parti Leader Fanilo fait face à une guerre intestine. En effet, le Conseil d'orientation de cette formation politique majeure a décidé de la suspension du Bureau National de Coordination et l'a fait savoir officiellement par voie de presse. L'actuel président de l'Assemblée Nationale, Jean Max Rakotomamonjy et son Secrétaire général, Eric Rabearisoa figurent parmi les principaux concernés par cette décision. Le manquement au règlement du parti et le non-respect de la ligne de conduite, par rapport notamment aux conditions ayant permis à l'épouse du président de la Chambre basse de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



figurer en tant que tête de liste du Leader Fanilo lors des sénatoriales pour la Province d'Antsiranana, en sont les principaux motifs. Les réactions de ces hautes personnalités ne se sont pas fait attendre, par le biais d'un point de presse, durant lequel elles ont fait savoir qu'aucune suspension n'a eu lieu d'autant plus que le statut du parti prévoit cinq ans de mandat pour les membres du bureau.

*Dans sa couverture de ce conflit interne du Leader Fanilo, **FreeFM** rappelle l'existence d'antécédents. Le Conseil d'orientation avait effectivement déjà interpellé à plusieurs reprises les dirigeants du BNC sur leur comportement au sein de l'Assemblée nationale, notamment sur le fait qu'au lieu de faire valoir le parti, ils œuvrent plutôt comme « protecteurs » du HVM. Si **Kolo TV** a précisé que cette décision de suspension a été prise le 16 décembre dernier, **Viva TV** a rapporté l'intervention médiatique des membres du Bureau National de Coordination démentant cette information de suspension et expliquant qu'il s'agit de rumeurs véhiculées par des personnes malintentionnées qui ne cherchent qu'à semer le trouble. A cette occasion, le député et candidat sénateur Zafamily Constant a fortement haussé le ton lors de son intervention : « c'est l'avis de mes électeurs que je demande et non celui des bureaucrates, en référence au Conseil d'orientation ». Au micro de la **TV Plus**, Jean Max Rakotomamonjy, président de la Chambre basse et président national du parti, a martelé que le mandat du bureau actuel ne prend fin que le 12 décembre 2017 et qu'en vertu du règlement intérieur, le Conseil d'orientation n'est nullement autorisé à prendre de telle décision. Étant donné que la présentation de son épouse en tant que tête de liste du parti, lors des sénatoriales d'Antsiranana, constitue l'un des motifs justifiant ce malentendu, il a tenu à souligner qu'elle a rempli tous les critères pour être éligible.*

FOYER DE TENSION

Depuis le lundi 4 janvier, le centre-ville est devenu le lieu d'affrontement quotidien entre les éléments de la police municipale d'Antananarivo et les vendeurs ambulants. En effet, sensés quitter les lieux après la tenue du « bazar de Noël », les marchands de rue refusent d'exercer leurs activités autre part que sur les trottoirs d'Analakely. Ils ont donc entrepris des séries de manifestations publiques, brandi des banderoles et ont provoqué les forces de l'ordre en tentant d'accéder de force à la place bordant l'enceinte de la mairie. Un léger affrontement s'en est suivi. **FreeFM** a traité ce sujet de conflit de manière impartiale et mesurée. Elle a effectivement donné la parole aux deux camps. Un marchand ambulant prenant part à la grève soutient que les forces de l'ordre ne sont aucunement habilitées à les faire déplacer, seule la Commune Urbaine d'Antananarivo est en mesure de le faire. Quant à la responsable de la communication de la CUA, elle a réitéré que les marchés communaux disposent de suffisamment d'espace pour accueillir tous les marchands de la capitale. Pourtant, ces derniers refusent d'être « cloîtrés » dans ces lieux et préfèrent même attendre le jour de marché hebdomadaire sur les places publiques. D'un ton qui se veut apaisant, la station entrevoit toutefois une issue positive de ce conflit. La **TV Plus** semble avoir accordé un certain avantage aux grévistes, dans la couverture de cet événement. D'une part, son reportage met en valeur des images de la police municipale « pourchassant » les manifestants, dans l'après-midi, après que leur mouvement de la matinée ait gêné la circulation. D'autre part, elle s'est uniquement enquis de l'avis de marchands de rue qui se plaignent de s'être fait confisquer leur marchandise. Les interviewés ont par ailleurs affirmé toujours attendre la concrétisation de la promesse de la municipalité selon laquelle ils seront relocalisés dans les marchés. **Viva TV** fait part de son scepticisme. De son avis, la CUA aura du mal à intégrer tous les marchands de rue dans les marchés communaux. Pour justifier son hypothèse, elle a mené des investigations au marché Pochard de Soarano et conclut que la place est pratiquement saturée au sein de ce principal marché de la capitale. Sollicité, le délégué municipal Radonirina Rabenasolo soutient pourtant le contraire. Quoi qu'il en soit, la chaîne TV a rapporté l'appel d'une vendeuse de ce marché à l'endroit des marchands ambulants à respecter la loi.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



STYLE ET DEONTOLOGIE

LA STATION VIVA POINTEE DU DOIGT POUR SA COUVERTURE DE L'AFFAIRE DU KIDNAPPING D'ARNAUD

Après avoir vécu en captivité durant 51 jours, le jeune Arnaud a enfin recouvré la liberté, sain et sauf, mardi dernier. Selon la **TV Plus**, huit personnes ont été arrêtées à l'issue de l'opération policière de sauvetage. 4 fusils Kalachnikov, 119 munitions et une poudre lacrymogène ont été retrouvés lors de la perquisition entreprise par les autorités, à Andranomadio. Au total, 70 personnes ont été interpellées dans le cadre de cette affaire dont une vingtaine placée en mandat de dépôt. Des renseignements fournis par une personne anonyme ont permis la localisation du lieu de détention de la victime et permis sa libération, a informé **ANTSIVA**. Le mardi 12 janvier, **Viva TV** a affirmé qu'Arnaud a été retrouvé dans la demeure d'un magistrat, d'après les précisions apportées par son correspondant à Toamasina. Suite à la diffusion de cette information, plusieurs magistrats de la ville du Grand Port ont reçu des menaces de lynchage public. Une situation qui a amené le Syndicat des Magistrats de Madagascar a convoqué une conférence de presse. A cette occasion, le Président du SMM, Alphonse Andrianjafy Mahery, a demandé aux médias qui ont diffusé cette « fausse nouvelle » particulièrement sensible de prendre leur responsabilité et de formuler des excuses publiques. **Viva TV** a été particulièrement pointée du doigt. Le fait qu'elle ait diffusé des informations contradictoires dans une même édition de son Journal Télévisé lui a été notamment reproché. La station avait en effet, d'une part, affirmé que l'otage a été retrouvé dans une maison appartenant à un magistrat et d'autre part, a diffusé le démenti du Procureur de la République de la Toamasina. Son correspondant a d'ailleurs été convoqué à ce propos. Dans son édition du 14 janvier, la chaîne TV s'est justifiée en soulignant que l'information émanant de son correspondant a été rapportée dans le vif et que par ailleurs, la diffusion de différents points de vue fait partie du devoir du professionnel de l'information. Elle a néanmoins reconnu le problème de la fiabilité des sources.

FORMAT DE COUVERTURE

Les chaînes publiques ont largement couvert la cérémonie de présentation des vœux présidentiels. Le discours du Chef de l'État a entre autres été diffusé dans son intégralité par la **TVM** tandis que les invités sollicités, ont unanimement fait son éloge. La **RNM** a, pour sa part, fait une couverture directe en bilingue de l'événement et retransmis l'intégralité des allocutions des hautes personnalités ayant pris la parole, sans exception.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

